



Munich Personal RePEc Archive

Subsistence agriculture and commercial farms in Russia: peaceful coexistence or war?

Yefimov, Vladimir

Independent researcher

16 February 2005

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/54710/>

MPRA Paper No. 54710, posted 23 Mar 2014 15:06 UTC

L'agriculture de subsistance et les exploitations agricoles commerciales en Russie : la coexistence pacifique ou la guerre ?

Vladimir Yefimov

La réforme agraire russe annoncée en 1991 était basée sur l'idéologie ultra-libérale. Cette idéologie était étrangère à tous les acteurs agraires en Russie. Cette réforme avait pour objectifs la création d'une agriculture basée sur des exploitations familiales privées détenues par les propriétaires fonciers. L'idéologie ultra-libérale a généré une législation ultra-libérale de la réforme économique en général et de la réforme agraire en particulier, ce qui a provoqué l'écartement de l'Etat des transformations économiques et l'absence d'une politique agricole de l'Etat.

Citons une évaluation de la réforme agraire russe, avec laquelle l'auteur de cet article est solidaire : « Il ne fait pas de doute que la grande détresse dans laquelle est plongée l'agriculture russe résulte avant tout de la façon dont y ont été menées les privatisations. Officiellement, les trois quarts des terres agricoles sont désormais privées, mais, sur ce chiffre, plus de la moitié est détenue en propriété collective par d'anciens kolkhozes et sovkhozes qui se sont transformés en sociétés par actions ou en coopératives agricoles. Dans la quasi-totalité des cas, le changement s'est arrêté là, les pratiques de gestion et les techniques agricoles étant restées rigoureusement les mêmes que celles employées durant la période soviétique. (...) Mis à part les lopins que cultivent pour leur propre compte citadins et ruraux, et dont la majeure partie de la production va à l'autoconsommation, le secteur privé à proprement parler ne joue donc toujours qu'un rôle mineur dans l'agriculture russe (...). » (Crosnier, 2000, pp. 52 – 53)

Deux institutions agraires soviétiques n'étaient même pas mentionnées dans la législation de la réforme : le district rural et l'exploitation personnelle auxiliaire. L'accent était mis sur la privatisation des kolkhozes/sovkhozes et leur démantèlement.

Dans le système soviétique de gestion de l'agriculture, le district rural était l'unité (le maillon) de base. Le Parti Communiste représenté dans le district par le premier secrétaire du comité du Parti du district gérait directement cette unité. Le vrai rôle du Parti dans cette gestion n'était jamais exprimé dans la législation soviétique. Suivant la législation c'est le Conseil (Soviet) des Députés Populaires du District (organisme démocratique dont les membres sont élus par le suffrage de la population du district) qui dirigeait le district, y compris son agriculture. Bien évidemment, en réalité cela n'était pas le cas, car le Comité Exécutif de ce Conseil, l'organisme opérationnel du Soviet (le gouvernement du district), était de fait subordonné au Premier Secrétaire du *Raycom*. Les départements agricoles des districts avaient une double subordination, d'une part au Soviet du district et d'autre part au Ministère de l'Agriculture par

l'intermédiaire des départements agricoles des provinces qui étaient de fait à leur tour subordonnées aux comités provinciaux du Parti. On peut dire que les départements agricoles des districts et des provinces étaient des extensions de l'appareil des comités du Parti des districts et des provinces dans le domaine agricole. C'est cet appareil qui exécutait les fonctions de planification de l'activité des kolkhozes et des sovkhoses et de leur approvisionnement en ressources nécessaires. Si le mot « entreprise » pouvait être utilisé envers les unités de base de l'économie soviétique, c'était le district rural géré par le Parti qui était l'« entreprise agricole soviétique », et les kolkhozes et sovkhoses n'étaient que des « ateliers » de cette entreprise. Ce fait est l'une des causes des problèmes de gestion des exploitations collectives dans les districts où les administrations post-soviétiques des districts ont affaibli considérablement leur tutelle auprès de ces exploitations. A l'heure actuelle, formellement, les administrations des districts sont les mairies des districts, avec des responsabilités analogues à celles des mairies des communes françaises. En réalité, les administrations post-soviétiques des districts ruraux sont très profondément engagées dans la direction de l'agriculture du district.

À la fin du 20^{ème} siècle, la famille paysanne était très dépendante du kolkhoze/sovkhoze¹. Sortir de celui-ci entraînait de très grandes difficultés. La famille du kolkhozien ou de l'ouvrier du sovkhoze utilisait l'enclos attenant à l'habitation uniquement pour la production des légumes et des pommes de terre, et parfois des fruits ; les lots de terres dans les champs n'existaient pas. Les revenus du travail dans le kolkhoze/sovkhoze (en argent et en nature) étaient tout à fait comparables en 1991 aux revenus de l'exploitation personnelle auxiliaire. Néanmoins, l'exploitation personnelle auxiliaire ne pouvait pas exister sans le kolkhoze/sovkhoze puisque l'alimentation des animaux de l'exploitation personnelle auxiliaire provenait du kolkhoze où la production était mécanisée. L'obtention de cette alimentation était légale ou illégale. La banalisation du vol dans le kolkhoze/sovkhoze était un phénomène universel en Russie, phénomène qui a reçu le nom neutre de *nesounstvo* (le verbe russe « *nesti* » signifie « porter »).

Les paysans soviétiques dépendaient du kolkhoze/sovkhoze dans la sphère sociale tout autant que dans la sphère économique. Le kolkhoze/sovkhoze construisait les maisons pour les

¹ La nature des relations entre le kolkhoze et l'exploitation personnelle auxiliaire est depuis longtemps bien étudiée par les chercheurs français : « Aujourd'hui (1976) le kolkhoze comporte une exploitation collective fréquemment consacrée à la culture des céréales facilement mécanisables (...) tandis que les lopins individuels des kolkhoziens sont spécialisés dans les cultures maraîchères et arboricoles et dans l'élevage. (...) Si la coopérative est gérée par l'assemblée de ses membres, une tendance naturelle se manifesterait chez ces derniers d'utiliser l'exploitation collective au profit de leurs cultures et de leurs élevages individuels, et notamment de nourrir leur bétail avec des céréales détournées de la production commune. » (Mendras, 1995, p. 54) ; « Un kolkhozien qui a, comme c'est le cas au Kouban, une vache, deux jeunes bovins, une truie, six porcelets et une cinquantaine de poules, n'utilise pas seulement une parcelle de 0,25 hectares, mais aussi la surface nécessaire pour nourrir les animaux puisque les aliments du bétail lui sont fournis en nature par le kolkhoze. On peut dire que son exploitation couvre effectivement de 3 à 6 hectares suivant la qualité du sol. On retrouve tout à fait la consistance des petites exploitations de subsistance en France. » (Chombart de Lauwe, 1961, pp. 140, 141)

travailleurs, participait au financement des hôpitaux ruraux, des écoles, des jardins d'enfants, assurait le chauffage des maisons des kolkhoziens. Par l'intermédiaire du kolkhoze/sovkhoze, le travailleur rural pouvait recevoir gratuitement ou pour un prix modique des bons d'accès aux maisons du repos, aux sanatoriums, à des voyages touristiques. Le kolkhoze / sovkhoze fournissait souvent une aide financière en cas de naissance, pour les mariages et les obsèques. D'une manière générale, le kolkhoze/sovkhoze servait, et sert toujours, de société d'assurance d'un type original, qui aide ses membres en cas extrême d'importants besoins. Par exemple, il assure des dépenses considérables pour les obsèques « décentes » des gens solitaires. Les paysans russes de 1991 avaient presque déjà oublié le traitement de la terre avec l'aide d'un cheval ; les conducteurs de tracteurs du kolkhoze/sovkhoze labouraient les 0,5 ha de lopins des habitants du village « pour une bouteille »². Revenir à la traction du cheval était pour beaucoup simplement inacceptable. Avec la privatisation, il était impossible de partager tout le matériel du kolkhoze/sovkhoze entre les familles particulières, puisque les parts de plusieurs familles étaient nécessaires pour l'attribution de chaque moissonneuse-batteuse et de chaque tracteur. De plus, il n'y avait pas toujours de travailleurs maîtrisant le matériel dans chaque famille. L'idée de la transformation du kolkhoze/sovkhoze en coopérative paysanne pour l'utilisation du matériel de l'ancien kolkhoze/sovkhoze était largement promue dans les médias de la fin des années 1980 et au début des années 1990, mais elle ne fut nulle part réalisée en pratique. L'organisation de telles coopératives, ainsi que de coopératives paysannes d'approvisionnement, de transformation et de commercialisation³ demandait des habitudes d'auto-organisation collective (interactions « à l'horizontale »), ce dont la paysannerie soviétique du kolkhoze/ sovkhoze manquait totalement, laquelle était habituée à avoir des interactions exclusivement « à la verticale »⁴.

Ayant confié les kolkhozes/sovkhozes en propriété égalitaire aux travailleurs et retraités de ceux-ci, les réformateurs n'ont pas pensé en même temps aux sources d'existence de ces derniers après la réalisation de ces réformes. Ayant reçu une arme très forte de résistance aux réformes (en la propriété des anciens kolkhozes/sovkhozes, y compris de leurs terres), les paysans russes utilisaient cette arme non comme individus mais comme communautés (c'est la pression communautaire). L'offre sur le marché des certificats de propriété des anciens kolkhozes/sovkhozes était impossible dans la pratique, car les membres de ces derniers les

² Une bouteille de vodka servait de paiement en rémunération du service rendu.

³ « Dans les conditions de la transition en Russie, une solution rapide du problème (de l'approvisionnement et de la commercialisation des exploitations agricoles privées) pouvait devenir la coopération agricole (des agriculteurs privés), qui exécuterait des fonctions d'intermédiaires et égaliserait les exploitations familiales dans la concurrence avec les grosses entreprises agricoles. Pourtant la coopération dans le pays ne se développe pratiquement pas en raison de certaines causes socio-psychologiques, économiques et juridiques. » (Gaïdar, 1998, p. 580)

⁴ Les interactions « à la verticale » sont des interactions entre différents niveaux hiérarchiques, la prise des décisions étant faite « en haut » et leur exécution « en bas » de l'échelle hiérarchique. Les interactions « à l'horizontale » se passent en dehors des structures hiérarchiques ou à un même niveau hiérarchique. Elles supposent des relations de coopération entre tous les participants de l'interaction.

considéraient comme leurs « cartes d'adhérent » à la communauté rurale sans laquelle ils ne pouvaient pas survivre.

La gestion de la réforme était confiée à la hiérarchie agraire (le Ministère de l'agriculture, les départements agricoles de province et de district, les présidents des kolkhozes et les directeurs des sovkhoses), laquelle était extrêmement intéressée à la préservation de l'ancien système. Cette bureaucratie agraire s'est organisée rapidement politiquement, en créant le Parti Agraire de la Russie en utilisant les canaux d'organisation de l'Union des kolkhozes. La bureaucratie agraire n'eut pas besoin de faire beaucoup d'efforts pour persuader la paysannerie russe d'être solidaire dans le « sabotage » de la réforme, puisque la paysannerie kolkhozienne obéissait toujours à la bureaucratie agraire, et cette fois en plus elle était également contre ces réformes conçues par le gouvernement. Le fait qu'aucune vraie transformation des administrations des districts ruraux et de leurs départements agricoles⁵ n'ait été prévue par la réforme agraire russe, a converti ces administrations dans des états majors locaux de la résistance à la réforme. Cette résistance était bien organisée et coordonnée par les partis d'opposition de gauche (Parti Communiste et Parti Agraire).

Tout cela avait comme conséquences la continuité des institutions agraires soviétiques et des pratiques prédatrices dans le cadre de ces institutions. L'échec de la réforme était prédéterminé parce que tous les acteurs avaient des intérêts contraires à cette réforme : la bureaucratie agraire perdait son pouvoir et les paysans perdaient leurs structures de survie (le kolkhoze), sans création d'alternatives pour cette survie. Du fait de l'absence d'un nombre important de candidats préparés aux fonctions d'agriculteurs privés et de l'absence d'infrastructures appropriées pour ces derniers, la création et le bon fonctionnement d'une agriculture familiale d'orientation commerciale n'ont pas vu le jour sur une grande échelle. La réforme n'a pas pris en considération les structures institutionnelles existantes et n'a pas créé de structures alternatives. Cette situation a provoqué la continuité des institutions agraires soviétiques adaptées aux nouvelles conditions.

Le démantèlement des exploitations collectives ne s'est pas effectué car cela aurait signifié le démantèlement des organismes de survie de la population rurale. La vraie privatisation des kolkhozes ne se produisait pas du fait de l'absence d'intérêt de tous les acteurs, et du fait que ceux-ci n'étaient que les ateliers des « entreprises-districts » et n'avaient pas l'habitude de prises de décisions importantes d'une manière autonome. Elles avaient besoin de financements, d'approvisionnement et d'écoulement de leur production de la part de cette « entreprise-district », et les administrations des districts créées sur la base des anciens Conseils Exécutifs soviétiques, utilisant les départements agricoles des districts entièrement conservés, ont essayé de répondre à

⁵ A l'inverse, dans les pays baltes, les départements agricoles des administrations des districts soviétiques ont été transformés dans des services de conseil pour les agriculteurs.

ces besoins. La déstabilisation institutionnelle, l'appauvrissement des exploitations collectives a provoqué l'augmentation de l'orientation de ces dernières vers des fonctions de mécanismes de survie des familles de ses membres. L'échelle et l'importance du vol comme élément de ce mécanisme (vol de fourrage pour l'alimentation du bétail dans les exploitations des ménages) se sont encore accrues. Ces pratiques, ajoutées aux pratiques de corruption de la bureaucratie au niveau des exploitations et des administrations territoriales, ont renforcé le caractère déficitaire des exploitations collectives provenant de leurs bas rendements et de leurs coûts de production élevés, avec toutes ses conséquences destructives pour l'agriculture russe en général et la dépendance alimentaire du pays.

Pendant la période eltsinienne, le capitalisme ne rentre pas vraiment dans l'agriculture russe, mais il est présent à côté sous forme du commerce et provoque des pratiques prédatrices qui, associées aux bas rendements et aux coûts de production élevés des exploitations agricoles collectives, entraînent leur décapitalisation graduelle. Une des tendances présente durant toute la période eltsinienne était la tendance soviétique. Elle consistait dans le fait que l'idéologie dominante, sur la base de l'idéologie soviétique, était partagée par tous les acteurs agricoles, et était entretenue par les forces politiques organisées (le Parti Communiste, le Parti Agraire, l'Union Agro-Industrielle, l'Union des Kolkhozes) et par le système de l'éducation et de la recherche agricole (universités, instituts de recherche et collèges agricoles). Le Comité sur les questions agraires de la Douma élaborait de multiples projets de lois sur la base de cette idéologie (la plupart de ces projets n'ont jamais vu le jour à cause de l'opposition à ces projets du pouvoir exécutif). Le Ministère de l'agriculture lançait constamment pendant cette période des propositions de politique de soutien massif des exploitations collectives (investissements et subventions d'Etat) utilisant et réorientant le mécanisme de taxation des bénéficiaires du secteur gazo-pétrolier vers l'agriculture. Une réalisation partielle de cette politique a eu lieu au travers des crédits en nature de la part de l'Etat pendant les semailles et les moissons, et au travers des pratiques de crédit-bail organisées et subventionnées par l'Etat pour la fourniture de matériel agricole et de jeunes animaux aux exploitations collectives. Ces investissements et ces subventions ne furent pas suffisants pour arrêter la dégradation de l'agriculture russe. Avec l'arrivée au pouvoir du Président Poutine, les chances de cette tendance à se réaliser sur une grande échelle sont devenues beaucoup plus faibles.

La réalisation de cette tendance sur une petite échelle, c'est-à-dire la conservation des institutions soviétiques agricoles dans les conditions d'absence d'investissements et de subventions massives de la part de l'Etat provoque une tendance « africaine » : la transformation de l'agriculture russe en une agriculture de subsistance, la dé-mécanisation de l'agriculture russe, le passage à la traction animale des exploitations personnelles « auxiliaires » et l'organisation de

la survie de la population rurale par les mécanismes communautaires. Cette tendance se réalise partiellement dans les régions ayant des conditions naturelles défavorables pour l'agriculture (dans les provinces du Nord).

Les conditions dans lesquelles la période poutinienne démarre au début des années 2000 peuvent être résumées de la façon suivante: l'accumulation de capitaux considérables durant les années 1990 par les activités commerciales et industrielles (fuite d'une partie de ces capitaux à l'étranger, mais une autre partie assez importante de ces capitaux cherche des applications bénéfiques à l'intérieur du pays); l'installation du capitalisme dans l'ensemble des secteurs économiques russes, sauf dans l'agriculture, y compris dans le secteur de la transformation alimentaire qui a commencé à avoir des problèmes d'approvisionnement de ses usines de la part des exploitations collectives à cause de leur décapitalisation; les grosses sociétés de transformation de toutes les filières alimentaires commencent à investir dans l'agriculture pour améliorer leurs approvisionnements, dans la plupart des cas sous forme des relations contractuelles avec les exploitations collectives et parfois sous forme d'engagement direct dans la production agricole et l'élevage; certains géants industriels (surtout gazo-pétroliers) eux aussi commencent à s'engager dans l'agriculture en vue de leur diversification.

La période poutinienne a démarré avec une idéologie libérale modérée qui a généré une législation foncière libérale et une politique agricole qui prévoit l'engagement de l'Etat dans la régulation et les transformations économiques. Cette politique agricole de l'Etat ne prévoit pas d'augmentation de l'aide financière de l'Etat à l'agriculture, mais vise à stimuler l'intégration verticale des sociétés de transformation avec les entreprises agricoles dans leurs zones de matières premières, et de cette façon, à travers les investissements de ces sociétés, à arrêter la dégradation de l'agriculture russe.

Une tendance apparaît, qui peut être appelée tendance « latino-américaine », de transformation de l'agriculture russe dans celle des grands domaines, des entreprises capitalistes orientées vers les bénéfices. La politique agricole de l'Etat et la nouvelle législation foncière créent les conditions favorables pour la réalisation de cette tendance. Les objectifs annoncés par le Gouvernement sont de transformer le marché des produits alimentaires dans chaque filière dans un marché oligopole. Cette politique envisage la stimulation fiscale des sociétés de transformation pour investir dans l'agriculture. L'introduction de la nouvelle législation foncière⁶

⁶ L'appellation exacte de la loi est Loi fédérale de la Fédération Russe du 24 juillet 2002 « Sur la circulation des terres à destination agricole ». Cette loi est en quelque sorte une addition au Code Foncier russe qui a été adopté quelques mois plus tôt par la Douma russe (le 28 septembre 2001), dans lequel on faisait déjà référence à cette loi à venir. La loi n'exclut pas et laisse la possibilité juridique d'une continuité institutionnelle dans la campagne russe. La loi ignore totalement le côté communautaire des exploitations collectives, leur liaison étroite avec les exploitations personnelles « auxiliaires » des ménages ruraux. Les terres utilisées en commun par les ménages pour le pâturage et pour les foins ne figurent même pas dans la loi.

permet aux grosses sociétés d'acheter et de louer de grandes surfaces de terres agricoles. Certaines de ces sociétés sont déjà très actives dans les régions présentant des conditions favorables pour l'agriculture (dans les provinces du Sud).

Inévitablement, la création et le fonctionnement des exploitations « latifundiaires » russes peuvent rencontrer une puissante résistance de la part de la population rurale si ces exploitations ne prennent pas le relais des exploitations collectives dans le support aux ménages et à leurs « minifundia » (exploitations personnelles auxiliaires) ou si d'autres structures ne sont pas créées dans la campagne russe pour effectuer ces fonctions. Quels que soient les types de transformations de l'agriculture russe vers l'économie de marché, elles doivent prendre en considération tant les aspects économiques que les aspects politiques, écologiques et sociaux. La question est ouverte de savoir si le modèle latifundiaire peut apporter en Russie des résultats positifs de tous ces points de vue (économiques, politiques, écologiques et sociaux).

Le gouvernement actuel russe a rejeté totalement le modèle européen de l'agriculture. Le Ministre de l'agriculture, Alexeï Gordeev, a déclaré en 2002 au journal « Izvestia » : « A mon avis la politique de la 'fermerisation'⁷ générale qui était menée dans les années 1990 est un recul de cent ans en arrière. Les processus de la mondialisation ont déjà commencé dans l'agriculture. Nous avons déclaré très nettement dans la nouvelle politique de l'Etat que l'agriculture compétitive stable, non pas seulement sur les marchés intérieurs, mais aussi sur les marchés mondiaux, dépend de l'apparition de grosses compagnies de production agricole, et même plus de l'apparition d'agroholdings dans lesquelles toute la chaîne productive est intégrée – du champ jusqu'au magasin. Aujourd'hui, nous avons plus de 80 grosses agroholdings. Il faut les soutenir en tant qu'exportatrices par tous les moyens. »

L'arrivée des grosses sociétés dans l'agriculture russe est très récente et l'information disponible sur ce processus ne permet pas à l'auteur de l'analyser profondément. Néanmoins, on peut prévoir des problèmes relationnels entre ces sociétés et la population rurale locale. Est-ce que ces sociétés vont soutenir ou non cette population rurale ? Comment vont-elles résoudre le problème du vol qui est un problème « viscéral » de la campagne russe ? Voici le témoignage du PDG de la société Agroholding, Alexandre Tchvetverikov, de la province de Kursk: « Les gens qui habitent dans la campagne ne peuvent pas toujours être activement engagés dans la production agricole. Un simple exemple : 10 000 hectares de terres cultivables exploités avec une technologie intensive n'exigent pas plus de 50 à 60 spécialistes de haute catégorie. Mais sur ce territoire, 3 000 personnes habitent en moyenne. Où ces paysans doivent-ils aller ? Les gens commencent à faire ce qu'ils sont habitués à faire dans ce cas : ils volent, ils nuisent, ils mettent des barres à mines dans les moissonneuses-batteuses et envoient leurs oies sur les champs.

⁷ L'implantation d'exploitations familiales d'orientation commerciale.

L'époque de la récolte de tournesol arrive et on voit qu'il a déjà été récolté depuis longtemps par d'autres ; le maïs a été déjà ramassé et les petits pois piétinés. Pour que cela ne se produise pas, il faut créer dans la campagne un climat social plus ou moins prospère. Dans les exploitations d'Agroholding, des garanties sociales sont prévues à commencer par les services médicaux élémentaires, l'approvisionnement des écoles, des jardins d'enfants et des crèches, jusqu'au labour des terres des exploitations personnelles, au service funéraire et aux transports. Le salaire moyen de ceux qui travaillent est de 1 500 roubles par mois (environ 50 euros). » (site internet *www.agroholding.ru*) M. Tchvetverikov ne mentionne même pas la fourniture de fourrage pour les animaux des exploitations personnelles, qui est le service principal des exploitations collectives envers les foyers ruraux.

Un autre entrepreneur, le président du conseil administratif du groupe « EFKO », Valéry Koustov, s'exprime de la façon suivante :

« La terre imprègne tout le système des relations socio-économiques dans la campagne. En touchant les relations foncières, nous touchons tout le mode de vie rural. (...). A notre avis, l'habitant rural a une mentalité spécifique. C'est un type psychologique particulier qui parfois n'est pas compréhensible aux citadins et aux investisseurs venus dans la campagne. Un trait distinctif de l'habitant rural est le fait que l'opinion des autres habitants de son village et les relations réelles avec eux, sont des facteurs de son comportement plus importants que les actes législatifs. Si les normes morales ne leur permettent pas de voler les uns chez les autres, ils ne le font pas. Mais s'ils estiment normal de voler quelque chose de l'investisseur, ils le font ensemble, avec bravade. (...) Sans définition de ce qu'il faut faire avec la paysannerie et de comment éviter les futures collisions, il serait léger de parler à propos des investissements dans la terre agricole. Nous estimons qu'à l'heure actuelle une des causes des faibles investissements, non seulement dans la terre mais dans la production agricole en général, est la présence d'un caillot de problèmes socio-économiques non résolus. Avec l'arrivée d'investisseurs ciblés seulement sur le profit, ces contradictions grandiront. » (Site internet *www.yabloko.ru*)

Le secteur privé qui a émergé n'a donc pas en mesure de créer un nombre suffisant d'emplois pour nourrir les communautés rurales. Ce problème du nombre insuffisant d'emplois résultant de la transformation n'est pas uniquement propre au milieu rural, car les villes sont également confrontées à leur propre problème de chômage. En conséquence, les habitants ruraux n'ont même pas le choix de se déplacer vers les villes pour trouver des moyens de subsistance, et l'immigration vers d'autres pays est pour la plupart de ces habitants également impossible pour diverses raisons. Ils se rendent très nettement compte des dangers mortels que représenterait pour eux une vraie privatisation de leur exploitation collective. Voilà pourquoi ils s'opposent à ces privatisations de toutes leurs forces. La législation de la privatisation dans le secteur agricole les

ayant transformés en actionnaires quasiment égalitaires de leur exploitation leur donne les moyens juridiques de s'opposer à de vraies privatisations. Comment sortir de cette impasse ? A notre avis, il faut procéder de la façon suivante.

En créant de nouvelles entreprises sur la base de l'ancienne exploitation collective, y compris celles gérées par les grosses sociétés verticalement intégrées (« agroholdings »), il faut séparer ses fonctions de soutien social (la dimension communautaire) et ses fonctions de production marchande (la dimension commerciale). Une partie de ces nouvelles entreprises doivent s'occuper exclusivement du soutien des villageois, et les autres pourront être exclusivement tournées vers le profit commercial. Cette séparation est absolument cruciale, car ces deux fonctions sont en contradiction l'une avec l'autre et le soutien de la population rurale n'est pas vraiment le métier des « agroholdings ».

Parmi les entreprises de soutien à créer, des coopératives de villageois ou les entreprises municipales produisant, en s'appuyant sur une technologie mécanisée, le fourrage pour les animaux élevés dans les exploitations des ménages doivent jouer un rôle primordial. Pour chaque village, une entreprise de ce type devra être créée pour servir les habitants de ce village. Ceux-ci pourront la créer en utilisant partiellement leurs parts foncières et patrimoniales. Si ces entreprises sont des coopératives, celles-ci devraient être des coopératives de consommation et non pas de production, c'est-à-dire que la participation dans ces coopératives ne sera pas liée à l'emploi dans celles-ci. Cette participation donnera droit gratuitement au fourrage produit par celle-ci, ce fourrage étant le produit final de cette coopérative.

Pour assurer le fonctionnement de cette entreprise (payer les salaires aux gestionnaires et aux ouvriers agricoles, acheter le matériel, l'essence, les engrais, etc.), celle-ci devra produire également une certaine quantité de produits agricoles autres que le fourrage, produits qui seront destinés au marché. Les calculs de surfaces agraires et de matériels pour la création d'une telle entreprise doivent garantir la production de fourrage dans des quantités suffisantes pour un nombre minimal d'animaux par habitant permettant la survie des ménages. Outre la fonction principale de production de fourrage pour les animaux gardés dans les exploitations personnelles des ménages, cette entreprise devra fournir d'autres soutiens de base aux habitants du village (par exemple maintien des pâturages communaux, fourniture de pain, chauffage, service de transport, etc.). On peut considérer le rôle de ces entreprises comme la fourniture d'un revenu minimum par habitant qui sécuriserait les communautés villageoises. Bien entendu, les productions supplémentaires des exploitations personnelles pourraient être approvisionnées à partir d'autres sources payantes.

Sur le reste des surfaces non dédiées aux entreprises de soutien aux villageois (le nombre de ces entreprises étant égal au nombre de villages existant sur les terres de l'ancienne exploitation

collective), de véritables entreprises agricoles privées pourront être créées. Mes calculs approximatifs pour la zone de steppe indiquaient que, suivant la qualité des sols, une entreprise de soutien qui satisfait les besoins minimaux des ménages (une famille de quatre personnes a une vache, un veau ou génisse, trois porcelets et 10 volailles) doit couvrir de 30 à 60 % des terres de l'ancien kolkhoze/sovkhoze. Au début des années 2000, beaucoup d'anciens kolkhozes/sovkhozes, surtout au Centre et au Nord de la Russie, se sont de fait déjà pratiquement entièrement transformés dans ce type d'entreprises sur 100% de leurs terres.

En dépit du fait que les anciens kolkhozes/sovkhozes ont été déjà transformés (ou rebaptisés) en coopératives de production, en sociétés anonymes par actions et sous forme d'autres entités privées appartenant à leurs employés, la législation russe actuelle permet de restructurer les exploitations déjà privatisées.

Le fait de créer des entreprises de soutien aux villageois diminuera énormément la résistance à la création de vraies entreprises privées. Ayant la garantie d'obtenir le fourrage minimum pour les animaux élevés dans les exploitations des ménages ainsi que les autres prestations minimales fournies par l'entreprise de soutien, les membres de la communauté rurale seront plus facilement disposés à céder (vendre ou louer) aux entrepreneurs potentiels le reste de leurs parts foncières qu'ils n'auront pas investi dans l'entreprise de soutien.

Pour organiser la création de ces entreprises de soutien et favoriser l'émergence d'entrepreneurs potentiels, et les assister dans la création et le fonctionnement de leurs entreprises, un service de conseil agricole (système de vulgarisation) doit être créé. La création de cette institution est absolument cruciale pour la réussite de la transformation de l'agriculture russe. Les départements agricoles des districts et des provinces doivent être réorientés vers ce type d'activités. Des sessions de formation à divers échelons, en commençant par la formation des formateurs par des consultants occidentaux, doivent précéder la mise en place de cet organisme. Les spécialistes des exploitations collectives et des départements agricoles des districts et des provinces doivent participer à ces formations. En transformant les membres actifs et jeunes de la bureaucratie agricole en promoteurs de la transition vers l'économie de marché, l'opposition potentielle de celle-ci envers ces processus s'en trouvera diminuée.

Les infrastructures de marché devront être initialisées par l'intermédiaire de ce service créé par l'Etat : organisations de commercialisation des produits agricoles, organisations d'approvisionnement des exploitations, organisations de crédit agricole, marchés de production (marchés de bestiaux, marchés au cadran pour les fruits et légumes), bourses de blé, etc. Les subventions versées par l'Etat à l'agriculture (y compris les crédits subventionnés) pourraient servir de levier puissant à la politique de restructuration agricole.

Toutes ces propositions doivent faire partie d'une nouvelle politique agraire. Cette politique doit être basée sur une idéologie acceptée par les acteurs concernés. Des actions idéologiques proprement dites (campagnes d'information aux travers des médias) doivent jouer un rôle important. Mais ce qui est plus important, c'est de réformer radicalement le système de formation et d'éducation agricole dans le pays, qui jouerait en même temps un rôle de promotion idéologique et de préparation professionnelle des jeunes et des adultes qui se tourneraient vers la nouvelle agriculture privée. Une nouvelle législation comme instrument de cette politique doit être développée. Des mesures spéciales visant à l'organisation de la mise en place des institutions prévues par cette législation et du renforcement du fonctionnement de ces institutions doivent être prévues.

Références

Chombart de Lauwe J., *Les paysans soviétiques*, Editions du Seuil, Paris, 1961.

Crosnier M.-A., « Réformes économiques en Russie. Des dérapages à l'embarquée », *Le courrier des pays de l'Est*, n°1004, avril 2000, pp. 39-55.

Mendras H., *Les sociétés paysannes*, Editions Gallimard, Paris, 1995.